

45^e session du Conseil des gouverneurs du FIDA (février 2022)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Comme l'année dernière et dans le cadre de nos présidences respectives du G7 et de l'UE, l'Allemagne et la France feront une déclaration commune pour cette 45^e session du Conseil des gouverneurs du FIDA, afin de souligner notre fort soutien et nos priorités communes pour le FIDA.

Ce n'est pas sans une certaine tristesse que nous participons pour la deuxième fois consécutive à une session virtuelle du Conseil des gouverneurs, et nous espérons pouvoir nous retrouver bientôt en personne à Rome.

Les conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie et de la crise se font encore sentir dans les communautés rurales et chez les petits exploitants agricoles. Plus que jamais, les ODD 1 et 2 sont clairement menacés et il faut craindre une augmentation des inégalités. La crise climatique est également plus aiguë que jamais et son impact est particulièrement grave sur les communautés rurales. Renforcer l'adaptation au climat ainsi que la sécurité économique et la résilience des petits exploitants et leur donner une plus grande part des ressources climatiques sont des impératifs pour une transition juste vers la neutralité climatique et la réalisation des ODD.

Dans ce contexte, le travail unique réalisé par le FIDA depuis près de 50 ans est d'une importance capitale. L'accent mis par le FIDA sur les petits exploitants agricoles et les communautés rurales isolées ainsi que l'importance toujours plus grande accordée aux femmes et aux jeunes en font une institution cruciale pour les pays en développement dans le contexte de ces crises multiples. L'ouverture à l'innovation, notamment en ce qui concerne le numérique, et l'intégration du secteur privé, notamment en matière de mobilisation de financements privés via le développement des chaînes de valeur, n'en sont pas moins cruciaux. Il nous paraît essentiel afin de garantir la sécurité alimentaire et des systèmes alimentaires plus justes de donner la parole aux petits exploitants pauvres, aux femmes, aux jeunes et à leurs associations et de faciliter leur participation. C'est d'ailleurs ce qui a été demandé lors des discussions du Sommet sur les systèmes alimentaires, dans lequel le FIDA a joué un rôle très important. La transformation du système alimentaire ne se fera pas uniquement par le biais d'une approche par projet : elle doit également être encouragée au niveau politique. Nous tenons aussi à saluer l'engagement global du FIDA dans l'ensemble du système des Nations unies et nous encourageons un suivi solide et efficace via un renforcement de la collaboration avec les autres agences basées à Rome.

2021 a vu un renforcement considérable du FIDA. La 12^e reconstitution des ressources (FIDA-12) a atteint un niveau record, grâce aux contributions tant des contributeurs traditionnels que des pays bénéficiaires. Nous nous félicitons également de la mise en œuvre du cadre d'emprunt intégré, qui permet au FIDA d'accéder à des ressources plus diverses en ligne avec son mandat. Les mécanismes et les ressources nécessaires pour lancer la mise en œuvre de FIDA-12 dès le premier jour sont désormais en place, grâce à nos efforts conjoints. Le FIDA a également démontré avec force sa capacité à relever de nouveaux défis en annonçant qu'il consacrerait 30 % de sa finance climat à des solutions fondées sur la nature et qu'il élaborerait une stratégie prometteuse en matière de biodiversité, fondée notamment sur un examen des approches agro-écologiques présentes dans son portefeuille actuel.

Alors que nous entamons un nouveau cycle de financement avec le FIDA-12, nous espérons donc que le FIDA poursuivra sur cette voie et répondra aux importantes priorités suivantes.

Le FIDA doit continuer à se concentrer sur les personnes les plus pauvres dans les pays les plus pauvres, notamment en Afrique subsaharienne : ce sont les populations les plus durement touchées par la pauvreté et par des crises multiples. C'est la justification principale de reconstitutions ambitieuses, à l'avenir également. Nous demandons donc aux membres qui ne l'ont pas encore fait, ou qui peuvent se permettre de le faire, de soutenir les ressources de base du FIDA. Nous exhortons également le FIDA et tous les États membres à s'engager à réaliser le mandat du FIDA et à atteindre les objectifs géographiques ambitieux qui ont été fixés pour FIDA-12.

Nous soutenons pleinement l'ambition du FIDA en matière de climat, et notamment l'objectif de finance climat plus élevé pour FIDA-12. La participation cruciale du FIDA dans l'initiative de la Grande Muraille Verte et les engagements audacieux que le FIDA a pris aux côtés du Fonds vert pour le climat et de la Banque africaine de développement lors de la COP26 sur cette initiative, ainsi que son Programme pour la résilience rurale et ASAP+ sont des exemples de sa forte implication dans les questions climatiques et environnementales. Le FIDA doit continuer à utiliser son avantage comparatif pour renforcer l'adaptation au climat et la résilience au service des petits exploitants. Dans ce contexte, nous saluons l'engagement continu du FIDA auprès du Fonds vert pour le climat et du Fonds pour l'environnement mondial, qui permet de consacrer des ressources spécifiques au climat aux petits exploitants et aux communautés, y compris les groupes autochtones. Nous attendons avec impatience une mise en œuvre ambitieuse mais réaliste de la stratégie en matière de biodiversité, en lien avec l'agenda climat du FIDA. En particulier, nous nous attendons à ce que l'accent soit mis sur l'adaptation, la résilience et les solutions fondées sur la nature, notamment l'agro-écologie, dans le contexte notamment de la prochaine COP27 en Égypte. Le FIDA pourrait également jouer un rôle plus important dans les programmes de restauration des forêts qui dépendent de la participation des petits agriculteurs et de leurs associations, ainsi que des populations autochtones. Nous sommes fermement convaincus que le FIDA peut être l'une des institutions motrices sur ces questions cruciales, comme l'illustre également son rôle de premier plan dans l'initiative "*Finance in common*". Nous saluons le rôle du FIDA à cet égard, comme l'ont fait les ministres des affaires étrangères et du développement du G20 dans la déclaration intitulée "Déclaration de Matera sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires" adoptée le 29 juin 2021.

Bien entendu, ces priorités doivent également être conciliées avec la viabilité financière du FIDA. Nous soutenons et saluons fermement le travail accompli par le FIDA ces dernières années et les efforts systématiques pour relever les défis du passé, comme le CSD, qui ont été consacrés par l'excellente notation de crédit accordée au FIDA à la fin de 2020. Cela contribue également à faire du FIDA un modèle de bonne gouvernance institutionnelle et financière. Si cela signifie que des sources de financement plus diversifiées seront disponibles, cela souligne également la responsabilité du Fonds dans le suivi des priorités fixées dans le FIDA-12 et la nécessité pour l'institution de rester concentrée sur ses points forts et d'éviter toute dérive de mission. Malheureusement, malgré l'importance de la reconstitution des ressources, le montant des dons et des ressources très concessionnelles en particulier est trop limité pour les objectifs que nous nous sommes fixés. Il est donc impératif de procéder à un examen approfondi de l'accessibilité financière et de la priorisation des ressources budgétaires. Dans ce contexte, nous nous tenons prêts à entamer une discussion des objectifs et cibles par rapport aux ressources et capacités globales nécessaires à la décentralisation. Il s'agit d'une question qui nécessite plus de temps qu'une discussion budgétaire annuelle.

Toutes ces priorités doivent constituer le socle des discussions de FIDA-13, qui débiteront l'année prochaine et que nous attendons avec impatience, en espérant qu'elles ne seront pas moins fructueuses que celles de FIDA-12.

La France et l'Allemagne vous souhaitent une 45^e session du Conseil des gouverneurs réussie. Nous nous réjouissons de travailler avec la Direction et avec tous les États membres tout au long de l'année 2022 pour réaffirmer nos objectifs de promotion du développement durable des communautés rurales et d'éradication de la faim dans le monde.